



Face à l'arrogance de Macron amplifions la lutte des classes !

De la conférence de presse d'Emmanuel Macron, le 25 avril 2019, il ressort que le Président entend ne rien changer et poursuivre son train de contre-réformes antisociales. Ce n'est pas une surprise. Mais c'est une provocation à l'encontre du monde du travail. L'arrogance de Macron nous a indiqué notre feuille de route : la lutte des classes à partir des sujets où le pouvoir et sa politique au service du profit capitaliste sont le plus en difficulté.

Macron s'est livré à un interminable numéro d'autosatisfaction (150 minutes !). Il a vanté, sans nuance, le bilan des deux premières années de son quinquennat. Il a adressé au peuple de France un message qu'on pourrait résumer avec : « Je vous ai compris » mais ça n'y changera rien. Au contraire. Il n'a cessé de répéter la formule la plus creuse du discours politicien actuel : « L'humain au centre », « l'humain d'abord ».

Le président peut d'autant mieux déployer son aisance qu'il se choisit des interlocuteurs de complaisance. Ce jeudi, les journalistes des médias dominants les plus en vue ont rivalisé de flatteries, d'inconsistance et de faire valoir au prince.

Il a fallu attendre la 127^{ème} minute, pour qu'une journaliste, celle de l'Express (à saluer !), pose enfin la question des salaires et des responsabilités du patronat dans la crise du pouvoir d'achat. Macron a répondu clairement que le gouvernement ne ferait aucun geste pour les salaires, laissant ce sujet au « dialogue social ». Il a insisté sur le cadre concurrentiel et la course à la compétitivité qui oblige à modérer les salaires et à couvrir les patrons de cadeaux [traduction libre]. Pour le pouvoir d'achat des travailleurs, pour le « retour au plein emploi » (!), il a insisté sur les dispositifs, comme la « prime d'activité » qui permettent de faire payer les rémunérations du travail par les autres salariés et retraités, via l'impôt, et non par les capitalistes qui en profitent.

Aucun journaliste n'a eu la parole pour demander au Président ce qu'il pensait de la liquidation d'Alstom-Turbines, et des centaines de suppressions d'emploi après la reprise par General Electric qu'il a favorisée au sein de la Banque Rothschild, puis du gouvernement Hollande. Aucun pour mentionner l'explosion des dépenses d'armement et demander des justifications. Aucun, même, pour questionner sur la privatisation de l'aéroport de Paris. Personne pour demander des comptes sur le double scandale du CICE transformé cette année en exonération des cotisations sociales patronales dues à la Sécurité sociale.

Personne encore pour évoquer les grands mouvements de grèves et de mobilisation dans

les hôpitaux et les écoles, contre les projets Blanquer et Buzyn.

Macron s'est adressé au partenaire privilégié qu'il s'est trouvé depuis des mois : les Gilets jaunes. Il joue à prendre cet ensemble hétéroclite pour « voix du peuple ». En conclusion du « Grand débat », pour les GJ, Macron exprime sa compréhension des « souffrances ». Face aux « ultra-jaunes », et aux groupuscules qui les infiltrent, dont la proportion augmente dans les défilés au fil du temps, Macron joue à l'autorité (la répression). Tous les observateurs des manifestants du samedi notent l'absence de remise en cause du patronat et du capital, mais surtout de l'Etat et l'impôt républicain. Manifestants soutenus aussi bien par Le Pen, Besancenot, Dupont-Aignan, Mélenchon, Hollande et Wauquiez. Voilà qui n'entrave pas les contre-réformes. Macron a rappelé que, le 10/12/2018, il avait concédé 10 milliards d'€ aux revendications des GJ. Il se trouve encore des politiciens et journalistes même « de gauche » à y voir une efficacité de ce mouvement, qu'ils opposent à l'impasse des luttes sociales et syndicales. Mais la réalité est autre : les vraies-fausse concessions de Macron servent toutes ses contre-réformes, notamment le renforcement de la « prime d'activité ». Ainsi il flatte les GJ pour mieux écraser la lutte des classes.

Ce 25 avril, Macron s'est à nouveau focalisé sur les Gilets jaunes, mais plutôt pour rembarquer les quelques revendications qui leur sont associées. Ainsi, il maintient le repère GJ, son caractère superficiel, son invitation à la démagogie, dans les débats politiques à venir, d'ici les Européennes. Macron n'a rien redit sur la fiscalité des carburants et la limitation à 80 km/h. Macron a exclu l'établissement du RIC et le retour de l'ISF. Autant de grain à moudre pour les politiciens soucieux de séduire l'esprit GJ.

En fait de geste sur le « pouvoir d'achat », Macron a annoncé une autre attaque sur l'impôt le plus juste, l'impôt progressif, l'impôt sur le revenu, déjà attaqué par le prélèvement à la source. 5 milliards d'euros de réduction de dépenses publiques et sociales à prévoir.

Aux retraités, Macron promet de les racketter un peu moins. L'indexation des pensions sur les prix serait rétablie au 1^{er} janvier 2020 pour les retraites en-dessous de 2000 euros, au 1^{er} janvier 2021 pour les autres. Aucun cadeau ! L'annonce signifie, au contraire, un nouveau prélèvement sur les retraites de plus de 2000 euros. Rappelons, que l'indexation sur l'indice officiel des prix, ne signifie pas maintien du pouvoir d'achat !

C'est contre le système de retraites que Macron a été le plus précis. Il annonce un nivellement par le bas de toutes les prestations annexes des régimes généraux, spéciaux et de la fonction publique. Il annonce, avec un système par points, une augmentation de la durée de cotisations prise en compte. C'est, en fait, l'incapacité de partir à 62 ans. Pour les quelques-uns qui auront toutes leurs annuités, avec de bas salaires, ce sera un minimum contributif à 1000 euros à 62 ans. Pour une masse de salariés mal payés, aux carrières en dents-de-scie, se sera le minimum vieillesse à 65 ans.

Sur la disparition des services publics de proximité, Macron lance l'idée des « Maisons France service » à l'échelle des (grands) cantons. On ne s'y trompera pas. L'annonce future accompagne l'accélération en cours de la suppression des accès à tous les services publics : trésoreries, bureaux de poste, guichets de gare, centres de l'assurance maladie, etc. Rien n'indique que les salariés éventuels de ces « maisons des services publics » au rabais ne seront pas des emplois précaires.

Quand Macron prétend renoncer à l'objectif de 120.000 suppressions de postes de

fonctionnaires, là encore, on ne s'y trompe pas. Le projet de loi Dussopt poursuit la remise en cause du statut des fonctionnaires et l'extension de la précarité dans l'emploi public.

Avec CAP22, les collectivités locales vont subir un vaste plan décentralisation et déconcentration des services de l'Etat. Saignées à blanc financièrement, elles ne pourront pas maintenir le niveau d'emploi public. Les promesses de Macron de moratoire sur les fermetures d'école (sauf accord du maire) et d'hôpital ne valent pas cher. Des centaines d'écoles ont été fermées ces dernières années sous Belkacem, puis de façon accélérée, au nom du dédoublement des CP sans moyen, sous Blanquer. La purge est à peu près finie. Le projet de loi Buzyn laisse voir qu'on continuera la casse, quitte à appeler « hôpital », de « proximité », des établissements n'ayant plus rien à voir avec la définition commune.

Comme c'était prévisible, Le Président a consacré un passage important au climat et anticipe un vaste plan de dépenses publiques pour soutenir les investissements et profits privés au nom de cette priorité proclamée.

Sur l'Union européenne, sa position archi-intégrationniste coule de source. Il n'a eu qu'à la rappeler en réponse à une journaliste d'un grand quotidien allemand : il est encore plus pro-européen que Merkel. **A quelques semaines des élections européennes, le débat sur les responsabilités de l'UE du capital dans la politique antisociale en France est totalement éludé.**

Pour nous communistes, la question ne saurait être de se lamenter devant l'arrogance de Macron et le déroulé tranquille de sa politique capitaliste. Sur l'Europe, pas question d'accepter l'intégration, ou de renoncer à contester l'euro ou de prendre des « postures » sans danger pour la casse sociale en cours.

Les annonces contre les retraites vont frapper tout le monde du travail, et non seulement les « régimes spéciaux » et les fonctionnaires. La casse des entreprises productives, dont les actionnaires sont gavés d'argent public, soulève des mouvements de protestation dans tout le pays. Les travailleurs rejettent massivement l'Europe du capital, sa monnaie et sa BCE de sangsues et ses directives de voyous.

Fin 2018, les lycéens et étudiants, renforcés largement par les enseignants contre le projet de loi « confiance », ont fait trembler le bon élève Blanquer. Dans la santé, Buzyn ou Hirsch craignent que l'étincelle des grèves dans les services d'urgences et dans de très nombreux hôpitaux de provinces ne soit l'étincelle qui embrase toute la plaine. Amplifions les luttes, le 9 mai !

**Macron montre le chemin à suivre,
Organisons la lutte de classe et la convergence de nos luttes !**

A voir sur notre site internet l'analyse complète trop longue pour un tract.

=====

Bulletin d'Adhésion au Parti Communiste Français

Pour lutter contre l'exploitation, pour rompre avec l'Union Européenne du capital, rejoignez les communistes de la section de SMH et adhérez au PCF

Nom et Prénom

Adresse

Messagerieà retourner à l'adresse ci-dessous

Téléphone..... Le 1^{er} mai 2019

**Section locale du PCF, BP 283, 38407 St-Martin-d'Hères Cedex,
mèl : pcf.smh@wanadoo.fr**

**Tél. 04 76 01 81 38
site internet : pcf-smh.fr**